

Finances publiques

Les recettes ordinaires dopées par les dons

• 24 milliards de DH affectés de manière «exceptionnelle» à fin octobre

• Stagnation des dépenses des investissements

À fin octobre dernier, les recettes ordinaires explosent de 16,7%! Sauf que la performance ne résulte pas de l'augmentation des recettes fiscales et de celles non fiscales mais bien d'autres entrées se composant pour l'essentiel des fonds de concours. Selon la dernière livraison de la TGR (Trésorerie générale du Royaume), pas moins de 24 milliards de DH y ont été affectés à partir du Compte spécial des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe. Si on intègre les autres versements au Trésor, le montant global s'élève à 29 milliards de DH. Du coup, le solde ordinaire du Trésor dégage un excédent de 35,8 milliards de DH au lieu de 8,4 milliards, un an auparavant. Mais l'opération n'a pas produit d'effet sur le déficit budgétaire. Ce dernier s'est établi à 29,7 milliards de DH.

Or, la gestion des Comptes Spéciaux du Trésor (CST), dans leur ensemble, avait déjà fait l'objet d'observations de la Cour des comptes. «Certains CST prennent en charge des opérations ordinaires ne revêtant pas de caractère particulier tant au niveau des dépenses de fonctionnement que d'investissement», peut-on relever dans le rapport 2016 de la juridiction. En clair, il est reproché au

la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques a crû de moins de 1%. Mais celles appliquées aux tabacs et autres

Sur les dix premiers mois, le taux d'engagement global des dépenses s'est établi à 73% et celui d'émission à 87%, soit le

même niveau par rapport à l'année passée.

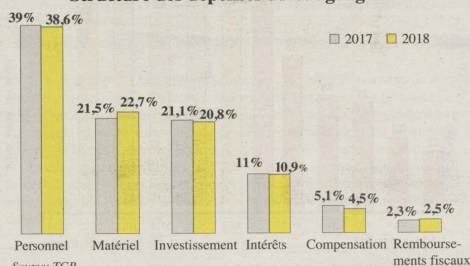
Seion les données de la TGR, les dépenses globales ont augmenté de 1,6%. La hausse résulte à raison de 3% des achats de biens et services alors que la rubrique «autres biens et services» qui regroupe l'assistance technique, les déplacements, l'organisation de manifestations... a bondi de 7,1%. Les charges du personnel ont également enregistré une légère hausse de 0,7%.

Un effort de l'Etat est aussi remarqué en ce qui concerne les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscales. Ils augmentent de 11,1% sur une année.

Par contre, l'investissement a pratiquement stagné sur la même période alors que les émissions de la compensation ont régressé de 10,5%. Ainsi une bonne partie des factures dues à ce titre aux opérateurs du gaz et sucre reste en souffrance. Une question de choix du gouvernement dans la mesure où une partie des dépenses de fonctionnement a été réglée par le recours à l'emprunt. □

A.G.

Structure des dépenses du budget général



L'évolution de la structure des dépenses du budget général fait ressortir une baisse de la part des charges de personnel, des investissements, des intérêts de la dette et des émissions de la compensation. Par contre les dépenses augmentent pour le matériel et les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscales

produits de consommation ont varié entre 2,2 et 3,1%.

En ce qui concerne la fiscalité domestique, c'est toujours la TVA et l'IR qui font recette. Pour le premier impôt, la hausse a atteint 5,7% alors que l'IR a progressé de 3,9% face au repli de 1,6% de l'IS. Par contre, les droits d'enregistrement et de timbre restent sur leur trend baissier depuis le début de l'année. Mais l'effort de recouvrement continue sur sa lancée. A fin oc-

Dépenses de fonctionnement du budget général

(En millions de DH)

	2017	LF 2018	2018	Réalisé	Variation
Personnel	87.372	108.854	87.995	81%	0,7%
Matériel	31.228	41.537	34.593	83%	10,8%
Charges communes	28.496	36.624	27.370	75%	-4,0%
dont compensation	11.446	13.719	10.248	75%	-10,5%
Dépenses imprévues		1.700			
Remb. dégr. rest fiscaux	5.135	7.200	5.703	79%	11,1%
TOTAL	152.231	195.915	155.661	79%	2,3%

Source: TGR

Les dépenses de fonctionnement émises se sont établies à 155,7 milliards de DH, dont 88 milliards ont concerné les traitements et salaires qui enregistrent une hausse de 0,7%. Les charges de matériel ont augmenté de 10,8% et les dépenses communes ont baissé de 4%. Le montant des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux a augmenté de 11,1% en raison du poids de la TVA à l'intérieur: 4,26 milliards de DH

gouvernement le fait de maquiller le déficit budgétaire via des affectations et parfois, la non-comptabilisation des dettes en souffrance de l'Etat vis-à-vis des entreprises.

Hors le versement sus-indiqué, les recettes ordinaires ont enregistré une hausse de 3,8%. Elle provient de l'augmentation des recettes douanières de 6,1%, stimulée par les droits de douane (+14,2%), et la TVA à l'importation (+6,5%). En revanche,

le, les redressements et majorations de retard ont bondi de 19%.

Il en est de même des recettes non fiscales qui ont été multipliées par une fois et demie. L'explication tient bien évidemment aux versements des CST: 29 milliards de DH contre 3,4 milliards, un an auparavant. Sans oublier les recettes de monopoles (7,3 milliards de DH), la redevance gazoduc (1,4 milliard) et les certificats Sukuk (1 milliard).